



Affaire Nour Atallah : Macron a-t-il organisé son propre scandale pour bloquer l'accueil des Gazaouis ?

Description

L'affaire de l'étudiante gazaouie, entrée en France par un canal diplomatique et expulsée pour propos antisémites, n'aurait rien d'un accident. Selon toute vraisemblance, elle a été instrumentalisée par le pouvoir pour justifier un recul discret de la promesse d'accueil faite aux Gazaouis. Une mise en scène cynique dont Macron détient les clés.

Et si tout cela n'était pas une erreur, mais un calcul froid ? Et si l'affaire Nour Atallah, cette étudiante gazaouie accueillie en France avant d'en être expulsée pour propos antisémites, n'était pas une bavure... mais une mise en scène ?

C'est en tout cas ce que suggèrent les faits qui semblent soigneusement alignés pour un atterrissage politique bien utile à Emmanuel Macron.

Nour Atallah n'est pas entrée en France comme réfugiée. Elle n'a pas demandé l'asile. Nour Atallah est rentrée en France par la grande porte diplomatique. Elle a été invitée par le Quai d'Orsay, via une bourse du gouvernement français. C'est le consulat de France à Jérusalem qui a organisé son arrivée, avec la supervision directe du cabinet du ministre des Affaires étrangères, comme le confirme Le Point.

En clair, c'est l'État français qui l'a fait venir, en connaissance de cause, en court-circuitant les canaux habituels (préfecture, OFPRA, contrôles du ministère de l'Intérieur). À son arrivée, elle avait déjà un visa long séjour valable, comme n'importe quel étudiant sélectionné par un ambassadeur compatissant.

Comme par hasard les tweets antisémites auraient été découverts après coup ?

À peine installée à Sciences-Po Lille, voilà que refont surface ses anciens messages sur X (Twitter), publiés dès le 9 octobre 2023, et elle n'y va pas de gorge morte ! Elle glorifie Hitler, apporte son soutien au Hamas, appelle à tuer des Juifs... Tiens donc ? Au Quai D'Orsay on ignorait que ces jeunes sont biberonnés aux best-sellers, Mein Kampf et aux protocoles de Sion dans la pure tradition nazie du grand mufti de Jérusalem, fervent partisan et soutien inconditionnel de Hitler. Bizarre...

Immédiatement, le scandale éclate, et le pauvre Jean-Noël Barrot, ministre des Affaires étrangères,

joue les vierges effarouchées :

« Mme Atallah ne pouvait demeurer sur le territoire national. Je l'avais dit, nous l'avons fait. »

Sciences Po Lille la désinscrit. Le ministre de l'Intérieur saisit le procureur, et ... On annonce dans la foulée, le gel de toutes les opérations d'accueil de Gazaouis. Bien joué. Rideau.

Et si tout ce cinéma avait été programmé d'avance ? Répétitions, dialogues, communiqués...

Car c'est là que le raisonnement politique s'inverse. Macron, englué dans ses promesses humanitaires d'ouverture envers Gaza, sentait le vent tourner. La colère monte en France. La sécurité est en jeu. Les chiffres sont contre lui. Alors comment reculer sans se renier ?

On crée un cas-limite. Une figure. Une provocatrice. On l'invite, on la cajole, on la laisse s'installer, puis on "découvre" son passé, on s'en indigne, et on en tire prétexte pour bloquer toute la filière. Macron peut alors dire sur le ton larmoyant qu'on lui connaît :

« Vous voyez, j'ai été trop généreux, on ne m'y reprendra plus. »

C'est du Macron classique. Les français connaissent son double jeu et ses subterfuges. Reculer sans dire qu'il recule, piéger ses propres décisions pour mieux les enterrer. Une stratégie que les communicants appellent l'erreur volontairement mise en lumière : on provoque un scandale contrôlé pour justifier un revirement.

Les responsables ?

Le Quai d'Orsay, qui a signé la bourse.

Le cabinet du ministre, qui a supervisé l'opération.

Le consulat à Jérusalem qui a validé le visa.

Et l'Élysée, dont rien n'échappe sur ce type de dossier.

Mais surtout, Macron, dont la duplicité devient mécanique :

Il gouverne par effets d'annonce, se contredit en coulisses, et utilise les institutions comme des boucliers. Une jeune femme fanatisée devient ici instrument d'un agenda présidentiel : elle est utile pour acter un renoncement sans l'assumer.

Finalement, ce n'est pas une étudiante qui a piégé la République. C'est la République qui l'a laissée entrer pour mieux faire passer son revirement.

Toujours cynique, dans cette affaire Macron a sacrifié la vérité, la sécurité et la clarté, pour préserver ses équilibres politiques internes.

Tant d'agitation pour s'identifier à Trump... Mais n'est pas Trump qui veut....

Sivia Oussadon Chamszadeh

Categorie

1. Édito

date créée
10 août 2025